

Fédérations des métaux et des techniciens

La Fédération des techniciens adhérents à la C.O.T. n'est pas un groupe de factieux; elle groupe 70.000 ingénieurs et ouvriers de maîtrise qui sont solidaires des ouvriers et qui se chargeront de faire marcher les usines.

Les 8.000 ouvriers déclarent que l'attitude des dirigeants de la C.O.T. est contraire à la loi sur l'arbitrage.

Les 8.000 ouvriers renouvellent qu'ils acceptent le respect des sentences arbitrales, qu'ils sont prêts à exécuter toutes les décisions et à leur direction syndicale pour intervenir auprès des arbitres et des pouvoirs publics.

Ils présentent cette proposition au Préfet du Nord

A la fin de la matinée, les délégués ouvriers se rendirent à la préfecture et informèrent le préfet du Nord qu'ils avaient mandat d'aller offrir à toutes les directions d'usines des « techniciens qualifiés, en vue de rendre possible la reprise du travail ».

M. Carles, préfet du Nord, a eu avec un entretien avec M. Bourneon, représentant des syndicats cégétistes.

Les ingénieurs et agents de maîtrise sont reçus à la Préfecture et demandent à être entendus par M. J.-B. Lebas...

A 10 h., les délégués du S.I.A.M. (syndicat des ingénieurs et agents de maîtrise) mandés par le préfet, ont été reçus par lui, sous la conduite de leur président, M. Geillon.

Ils se retirèrent à 11 h. pour délibérer. A midi, furent connus à M. Carles, préfet du Nord, qu'ils demandaient à être entendus par M. J.-B. Lebas, ministre du Travail.

M. Geillon a déclaré:

« Nous voulons que notre position légitime soit déterminée d'une façon générale et pour l'avenir ».

« C'est dans ce dessein que nous avons prié M. le Préfet de nous ménager une entrevue avec le ministre du Travail ».

« Si le conflit actuel en ce qui concerne les ingénieurs et les agents de maîtrise, n'est pas réglé cette fois-ci, on est exposé à retomber dans un avenir prochain, dans une situation de conflit ».

« Le règlement de ce petit conflit est de nature à éviter bien d'autres conflits plus graves ».

« C'est tout ce que nous pouvons vous dire pour l'instant ».

« Nous reviendrons dans l'après-midi à la Préfecture pour connaître la réponse du ministre du Travail ».

« A 17 heures, nous tiendrons une nouvelle assemblée générale ».

... et ils réclament un arbitre chaque fois qu'ils seront mêlés à un conflit du travail

A l'issue de leur réunion à la préfecture, les ingénieurs et agents de maîtrise se sont réunis au café du Pélican, au nombre de 47. A l'unanimité, ils ont voté l'ordre du jour suivant: « Les ingénieurs et agents de maîtrise reprendront le travail si le Gouvernement leur donne au cours d'une audience qu'ils sollicitent, l'assurance que leur demande tendant à obtenir de désigner des arbitres chaque fois qu'ils auront été mêlés à un conflit du travail, soit du fait des ouvriers, soit du fait des patrons, sera examinée dans un sens favorable ».

A l'issue de la réunion, les membres de la S.I.A.M. ont déclaré qu'ils attendaient du préfet du Nord leur convocation pour Paris, où ils espèrent être reçus par le représentant du Gouvernement.

Le travail ne reprendra pas aujourd'hui

Le travail ne reprendra pas aujourd'hui dans les usines métallurgiques, car les ingénieurs et agents de maîtrise n'auront pas encore obtenu de réajustement, notamment la désignation d'un arbitre. Ils estiment que le Gouvernement pourrait accéder à leur demande par une modification de la loi sur l'arbitrage.

Ces revendications ont été présentées au ministre du Travail et à l'assurance que cette revendication sera prise en considération, ils reprendront le travail jeudi matin.

Au cours de leur réunion de ce soir, une délégation des S.I.A.M. de la région de Valenciennes qui compte 600 membres environ, est venue à Valenciennes, à la préfecture, l'approbation et l'appui moral de tous les syndicats.

La nouvelle grève atteint sept mille personnes

Voici la liste des usines métallurgiques touchées par la grève des ingénieurs et agents de maîtrise, liste communiquée par la Chambre syndicale patronale et qui comprend: ouvriers, employés et techniciens.

Ateliers de Haine-Saint-Pierre et Lesquin, à Lesquin, 655; Alsthom (Société générale de construction électrique et mécanique), à Lesquin, 1.023; Becquart et C^{ie}, rue Turgot, à Lille, 165; Cocard, rue de Valenciennes, 22, à Lille, 400; Cocard, à Marcq-en-Baroeul, rue Nationale, 21; C^{ie} auxiliaire d'électricité, rue Courtois, 91, à Lille, 204; C^{ie} de Pives-Lille, 3.236; C^{ie} Lille des moteurs, rue Gutenberg, 15, à Lille, 758; C^{ie} de la machine à vapeur, rue de Valenciennes, 52, à Lille, 156; Neu, 47, rue Fournier, à Lille, 124; Pingris et Mollet-Pontaine, 4, rue Virginie-Ghesquière, à Lille, 113; Sarazin et C^{ie}, rue Charles-Quint, à Lille, 147; Tournier, 6, rue de Valenciennes, 22.

Ces effectifs sont ceux du 1^{er} octobre 1936. Comme le total des ouvriers, employés et agents de maîtrise des ateliers et usines en grève avant l'arbitrage était d'environ 10.000, il n'y en a donc que 3.000 qui ont repris le travail depuis lundi matin.

Retiens vos plaintes et nous retirons les nôtres, disent les délégués ouvriers

Mardi, à 15 h. 30, une délégation du S.I.A.M. se présentait de nouveau à la Préfecture après un entretien avec M. Edouard Bousquet, sénateur du Nord, auquel elle avait exposé sa façon de voir et l'attitude prise par les ingénieurs et agents de maîtrise.

A 16 h., la délégation à laquelle était joint M. Bousquet, était introuvable dans le bureau de M. Carles, afin de connaître la réponse du gouvernement au désir exprimé par elle le matin d'être reçue par un de ses membres. Le préfet ne put leur donner une réponse ferme à ce sujet.

D'autre part, M. Bourneon était reçu de nouveau par M. Carles à 17 h. 30. On sait que M. Bourneon accepterait que les ouvriers retirent leurs plaintes contre les agents de maîtrise, à condition que ceux-ci fassent de même vis-à-vis des ouvriers; mais la question n'est pas la même dans les deux cas. Les ingénieurs et agents de maîtrise qui ont été l'objet de sévices et ont subi des actes d'intimidation ne peuvent pas accepter que leurs auteurs soient remis demain dans leur service et qu'ils aient leur autorité après avoir été bafoués dans le passé, risque encore de l'être dans l'avenir. Là est le point crucial de ce nouveau aspect du conflit.

M. Mahieu accompagnera la délégation à Paris

Nous avons appris que la délégation qui était appelée à se rendre à Paris, et le gouvernement accordait, mercredi, l'au-

Les syndicats d'ingénieurs protestent contre la procédure d'arbitrage qui prétend ignorer les agents de maîtrise

dience demandée, serait accompagnée de M. Mahieu, sénateur.

Les ingénieurs groupés dans les sections lilloises des syndicats S.P.I.D., U.S.I.F. et S.I.S. nous ont remis un communiqué dans lequel ils protestent énergiquement contre le fait que, contrairement à toute équité, aucune place n'a été accordée par la loi dans la commission d'arbitrage aux organisations dûment qualifiées pour représenter les ingénieurs et les cadres. Ils demandent instamment aux dirigeants patrons de leurs syndicats de mettre tout en œuvre pour que cette grève, si pénible pour les familles ouvrières, se termine au plus tôt par l'assurance formelle donnée par les pouvoirs publics aux ingénieurs et aux cadres qu'à l'avenir leurs libertés seront garanties dans tout conflit mettant en cause des patrons, usines ou entreprises, en dehors d'eux employeurs et organisations ouvrières, leur dignité sera sauvegardée par la présence dans les commissions arbitrales d'arbitres désignés par leurs propres syndicats pour tous conflits mettant en cause la légitime autorité de la maîtrise.

Une mise au point du syndicat des ingénieurs et agents de maîtrise

Nous avons reçu du S.I.A.M. un communiqué qui marque nettement la position prise par les ingénieurs et agents de maîtrise en vue d'assurer pour l'avenir le respect de leurs droits.

Après le rappel de la réglementation dont ont été victimes plusieurs agents de maîtrise et après avoir constaté qu'un arbitrage leur a été constamment refusé, les ingénieurs déclarent avoir été accusés sans preuves de tels ou tels faits, pu qu'ils ont fait les réserves les plus formelles, la décision des deux patrons maîtres, les ingénieurs et agents de maîtrise ne sont ni des ouvriers ni des patrons. Ils forment une classe intermédiaire qui a des devoirs vis-à-vis des ouvriers et des patrons maîtres, de ce fait, à aussi des droits qu'elle peut être amenée à faire valoir d'un côté comme de l'autre. C'est pourquoi ils ne veulent être écarter du règlement du conflit qui leur met en cause sans qu'il en résulte pour eux de très graves inconvénients, comme le prouve la dernière sentence arbitrale.

Un arbitrage empêché un conflit dans l'ameublement de la région lilloise

Depuis quelque temps, les syndicats ouvriers et patronal de l'ameublement de Lille et environs étaient en conflit sur une demande d'augmentation des salaires présentée par les ouvriers.

Les deux parties ayant décidé de soumettre le différend à l'arbitrage, la sentence a été rendue lundi par M. Vincent, inspecteur-contrôleur du travail.

Une réunion des syndicats ouvriers et patrons de l'ameublement aura lieu vendredi soir à la Bourse du Travail, réunion au cours de laquelle les résultats de l'arbitrage seront exposés.

Le réembauchage s'accroît à la papeterie Avot, à Blendecques

Au cours de la deuxième journée de reprise du travail, dix ouvriers ont pu être réembauchés et on espère que tout le personnel aura pu être réintégré pour la fin de la présente semaine à la papeterie Avot, à Blendecques.

Les grèves de la « General Motors » aux Etats-Unis

Vingt-quatre blessés et grièvement atteints au cours d'une bagarre entre policiers et grévistes.

La garde nationale est mobilisée et l'on redoute des incidents plus graves.

Flynt (Michigan), 12 janvier. — Vingt-quatre personnes ont été blessées, la plupart à coups de revolver, au cours d'une bagarre qui s'est produite entre la police et les grévistes de la « General Motors ».

Un grand nombre de grévistes souffrent des effets produits par les gaz lacrymogènes utilisés par la police, mais il n'est pas possible de les dénombrer, car ceux qui sont atteints regagnent leur domicile ou rentrent dans l'usine occupée.

La bagarre a été déclenchée quand la police agissant sur les instructions du tribunal, tenta de déloger les grévistes de l'usine qu'ils occupent depuis douze jours.

Les policiers furent requis à coups de feu, de pierres et de briques. Ils firent alors usage de leur revolver et lancèrent des bombes lacrymogènes. Les grévistes se rebellèrent sur les toits de l'usine.

Le gouverneur Murphy est alors arrivé de Lansing à Flynt pour prendre la direction des opérations.

Il donna par instruction à la police de lever le siège des usines.

Les grévistes sont alors descendus des toits et ont réintégré les bâtiments où se trouvent les hangars.

Après le discours de M. Murphy, les grévistes ont évacué l'usine à 1 h. 45 du matin. La police avait préalablement occupé les locaux du chauffage central et éteint les fourneaux.

Trois des chefs ouvriers sont partis pour Washington, dans l'intention de prier le président Roosevelt d'intervenir directement.

Le gouverneur Murphy a mobilisé la garde nationale et il a ordonné à un régiment de cette milice de se rassembler mardi après-midi à Flynt. Environ 1.500 hommes iront ainsi à Flynt. Mais M. Murphy a précisé que c'est à uniquement afin de protéger le public et de maintenir la paix dans la ville et non pour participer à l'action se rapportant à la grève elle-même.

Cette décision a coïncidé avec une dépêche de Toledo (Ohio) annonçant que cinq mille membres de l'Union des travailleurs de l'automobile allaient venir à Flynt afin de prêter main-forte à leurs camarades en grève.

Enfin, la « General Motors » annonce la fermeture de cinq autres usines, ce qui porte le nombre des chômeurs à 112.800.

M. Mussolini a passé son brevet de pilote militaire

Rome, 12 janvier. — M. Mussolini a passé mardi son brevet de pilote militaire.

Il avait, en décembre 1936, accompli 20 heures de vol. Mardi, parti à 13 h. 55, sur son trimoteur, il est rentré à 15 h. 30, après être monté à 4.500 mètres et avoir effectué une série de boucles.

Le général Giuseppe Valle, sous-secrétaire d'Etat à l'Aéronautique, a remis au Duce l'insigne de pilote militaire.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

On exprime l'espoir que la détente survenue au sujet du Maroc espagnol pourra avoir une influence favorable pour l'ensemble des problèmes internationaux qui se rattachent à la guerre civile espagnole.

Un démenti du Portugal

Paris, 12 janvier. — La légation du Portugal à Paris oppose un démenti formel aux informations parues ces jours derniers au sujet d'une prétendue infiltration allemande au Cap-Vert et à Madère.

Elle fait remarquer que ce propos qui se fait au Cap-Vert est bien une calomnie portugaise, l'île de Madère fait partie du territoire métropolitain de la République portugaise.

La presse allemande constate qu'une détente s'est produite; mais certains journaux n'abandonnent pas leur attitude agressive

Berlin, 12 janvier. — « Détente européenne »; « La France promet de respecter l'intégrité espagnole »; « Volonté de paix du Führer contre la campagne d'excitation et de menaces lancées par la presse française, qui cherche à semer la discorde entre l'Allemagne et la France ».

Le journal conduit en consultant à la France de se servir de sa nouvelle loi sur la presse pour « enrayer le progrès du cancer » et faire « disparaître de l'actualité européenne le fantôme mussolinien ».

« Le Lokal Anzeiger » affirme aussi que l'offensive de calomnie contre le Reich « déconçue à Paris et à Moscou » se révèle comme une intrigue de grande envergure faite par le représentant bolchevique en Espagne, Moses Rosenberg, en accord avec les milieux français, qui veulent obtenir par tous les moyens et même au prix d'aventures militaires en Afrique du Nord l'intervention directe de la France en Espagne.

La presse italienne accuse la France de travailler, d'accord avec les Soviets, à torpiller toutes les initiatives pacifiques et de vouloir mettre la main sur le Maroc espagnol

Rome, 12 janvier. — La presse italienne est unanime à accuser la France de travailler, d'accord avec l'U.R.S.S., à torpiller toutes les initiatives pacifiques.

« Le Popolo di Roma » félicite ce qu'il appelle « les manœuvres conjuguées contre la tentative italo-anglo-allemande en vue de résoudre la question espagnole ».

La presse semble admettre, en général, l'existence d'un front pacifique Londres-Rome-Berlin en face d'un front subversif Paris-Moscou.

On estime que les inquiétudes françaises à propos du Maroc étaient artificielles et les prétentions allemandes sur le Maroc, un bluff dangereux de la France.

On accuse même la France de vouloir mettre la main sur le Maroc espagnol.

« La Stampa » assure que le Maroc est un pion commode pour les ambitions imperialistes françaises. Il ajoute: « Une occupation du Maroc espagnol par les troupes françaises ne pourrait être acceptée passivement. Elle déclencherait les plus graves conséquences ».

« Le Lavoro Fascista » parle de l'audace qu'a eue la France en présentant à Rome et à Berlin des propositions en vue de régler la question des volontaires ».

« Le Corriere della Sera » ne comprend pas, alors que l'esprit des deux politiques anglaise et française est respectueusement discordant, pourquoi l'Angleterre prête encore de la valeur au binôme anglo-français.

En général, le pacte franco-soviétique est à la base de toutes ces critiques de presse. On le présente comme le fondement des directives françaises.

Avec un titre sur quatre colonnes, l'« Officiel » (Giornale d'Italia) a publié un éditorial dans lequel il dénonce une « offensive politique franco-soviétique contre l'Italie et l'Allemagne » et accuse la France de préparer l'occupation du Maroc espagnol.

« La manœuvre française, écrit-il, continue inexorable, avec une orientation symptomatique qui trahit l'intention non seulement de permettre l'équivoque à l'égard de la politique allemande pour alarmer la Grande-Bretagne et même l'Italie, mais de créer les bases diplomatiques qui pourraient légitimer une contre-occupation française du Maroc espagnol ».

« Ce journal poursuit en disant (c'est un écho, en France, les conventions franco-espagnoles de 1904 et de 1912 pour préparer l'option française à « une prétendue occupation allemande qui n'a même pas commencé ».

« La manœuvre, ajoute-t-il, est évidente. Elle se démonte et se condamne d'elle-même ».

« Mais il y a un fait positif à signaler: la préparation militaire française pour une occupation effective du territoire espagnol de l'Afrique du Nord. Il nous suffit aujourd'hui de la signaler au gouvernement britannique ».

« Si elle se développait, comme on le voudrait dans certains milieux à Paris, elle signifierait une authentique et grave violation du « statu quo » politique méditerranéen, que l'Italie, de même que la Grande-Bretagne, se sont engagées à respecter par leur accord ».

« Le journal termine en disant que l'Angleterre gardera certainement sa clairvoyance et son indépendance de jugement qui lui permettront de se rend-

L'évacuation de Madrid est interrompue par les nationalistes comme un aveu d'impuissance

Avila, 12 janvier. — D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas: « On a appris par la radio, dans les milieux nationalistes, l'ordre d'évacuation donné à toute la population civile de Madrid. Cette nouvelle a été accueillie dans ces milieux avec satisfaction. On y voit la preuve que les chefs gouvernementaux considèrent eux-mêmes que la situation de la capitale est désespérée pour eux ».

Des avions et deux croiseurs nationalistes bombardent Malaga

Trois cents morts et plus de mille blessés

Gibraltar, 12 janvier. — Des avions et deux croiseurs nationalistes ont fortement bombardé Malaga lundi. D'après les premiers renseignements, il y aurait trois cent morts et plus d'un millier de blessés.

On a pu voir de la mer, plusieurs éclairs qui s'écroutaient.

Le vapeur norvégien « Saga » et le vapeur danois « Signe » qui se trouvaient accostés à quai, sont partis immédiatement pour Gibraltar, afin d'éviter les obus qui tombaient près d'eux. Les deux vaisseaux ont subi quelques avaries et quelques membres de leurs équipages ont été légèrement blessés.

Les nationalistes vont reprendre le paiement des intérêts de la dette publique

Avila, 12 janvier. — D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas: « Désireux de reprendre sans tarder le paiement des coupons de la dette publique et des bons du Trésor et assimilés, paiement qui avait été suspendu en raison des circonstances, par un décret datant du mois d'août, la Junta technique de Burgos a décidé que, dans les quinze jours, on allait procéder au remboursement de tous les porteurs de créances sur l'Etat, qui se trouvent dans la zone appartenant aux nationalistes ».

La Pologne a reconnu « de facto » l'empire italien d'Ethiopie

Rome, 12 janvier. — M. Wyszko, ambassadeur de Pologne, près le Quirinal, a été reçu mardi par le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères, auquel il a présenté une déclaration de son gouvernement, en vertu de laquelle ce dernier reconnaît « de facto » l'empire italien d'Afrique orientale.

Des nationaux-socialistes autrichiens auraient envoyé des lettres de menaces au prince Bernard des Pays-Bas

Vienne, 12 janvier. — Le couple princier hollandais devait arriver vendredi soir à Igls (Tyrol) pour y faire un séjour de trois semaines.

Des chambres avaient été réservées pour la princesse Juliana et son mari.

Samedi, sont parvenues à Igls des informations selon lesquelles le couple princier était parti pour Berlin en raison de la maladie subite de la mère du prince et suivant lesquelles le voyage à Igls était décommandé.

On apprend actuellement que les nationaux-socialistes avaient adressé au prince Bernard des lettres de menace, le sommant de ne pas se rendre au Tyrol, car sa présence n'était pas souhaitée en raison de ses sentiments antinationalistes-socialistes.

Les autorités ont ouvert une enquête relativement à ce sabotage du tourisme autrichien par des nationaux-socialistes.

L'armée rouge chinoise est aux portes de Sian-Fou où les communistes sont les maîtres et rendent critique la situation des étrangers

Changhai, 12 janvier. — Les insurgés communistes sont maîtres de Sian Fou, d'où l'avant-garde de l'armée rouge s'est qu'à quelques kilomètres.

De leur côté, les troupes gouvernementales avancent le long de la ligne de chemin de fer de Lunghai. La situation des étrangers est précaire et une évacuation générale est vraisemblable, bien que les moyens de transport soient peu nombreux, les insurgés ayant détruit la voie ferrée, ainsi que les ponts à l'est de Sian Fou.

Par suite de la conclusion du pacte germano-japonais, la situation des Allemands dans la ville est plus particulièrement grave.

Une violente tempête de neige a ravagé la Californie

Los Angeles, 12 janvier. — La tempête de neige qui dure depuis 48 heures a causé la mort de 19 personnes. Les dommages causés à la récolte des oranges et des citrons sont évalués à 15 ou 20 millions de dollars.

Dans la vallée du Sacramento, plusieurs milliers d'agneaux ont péri.

Dix-neuf morts à Los Angeles

Los Angeles, 12 janvier. — La tempête de neige qui dure depuis 48 heures a causé la mort de 19 personnes. Les dommages causés à la récolte des oranges et des citrons sont évalués à 15 ou 20 millions de dollars.

Dans la vallée du Sacramento, plusieurs milliers d'agneaux ont péri.

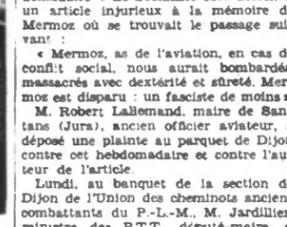
LE NOUVEAU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE



L'ENTRÉE DES SERVICES, 1, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

M. Yvon Delbos a reçu le ministre Italien de la propagande

M. Yvon Delbos a reçu le ministre Italien de la propagande.



M. CERRUTTI (à gauche), ambassadeur d'Italie, accueille M. YVON DELBOS, ministre italien de la propagande.

M. Léon Blum rentrera jeudi à Paris

Paris, 12 janvier. — M. Léon Blum, président du Conseil, qui a pris quelques jours de repos à Valescure, rentrera, jeudi matin, à Paris.

Le prochain voyage du docteur Schacht à Paris

Berlin, 12 janvier. — On confirme l'intention du Dr Schacht de se rendre à Paris, dans un proche délai.

Le président de la Reichsbank envisage de presider le 16 janvier, la cérémonie de l'inauguration de la « Tour Allemande ». A l'exposition internationale de 1937.

A Montbéliard, des extrémistes de gauche empêchent une conférence de M. Claude Farrère

Montbéliard, 12 janvier. — Une conférence de M. Claude Farrère devait avoir lieu, dans une salle cinématographique de la ville, sous les auspices du secrétariat social des Usines Peugeot.

Une demi-heure avant l'ouverture des portes, un groupe de personnes appartenant à des partis de gauche, qui étaient massés devant le cinéma, interdirent à M. Claude Farrère, l'entrée de la salle et chantèrent à diverses reprises « l'Internationale ».

La conférence n'eut pas lieu.

MM. Bossoutrot et Andraud ont quitté Dakar pour rentrer en France

Dakar, 12 janvier. — MM. Bossoutrot et Andraud, président et vice-président de la Commission de l'aéronautique de la Chambre des députés, rentrant en France, ont quitté Dakar mardi matin, par le courrier d'Air-France.

Berlin, 12 janvier. — Le général Hermann Goering, ministre-président, a quitté Berlin mardi soir pour l'Italie.

Renseignements commerciaux

COTONS

LIVERPOOL, 12 janvier.

Importations: 33.550 balles; Égyptien, hausse 4; Brésilien, hausse 4; Américain, hausse 3-12.

New-Orléans	New-York	
	Préc.	Jour
Disponible	12 98	13 04
Janvier	12 30	12 42
Février	12 37	12 48
Mars	12 37	12 44
Avril	12 37	12 44
Mal	12 27	12 30
Juin	12 27	12 30
Juillet	12 19	12 29
Août	12 19	12 24
Septembre	12 19	12 20
Octobre	11 97	12 07
Novembre	11 90	11 94
Décembre	11 90	11 84

Revue du marché de New-York

New-York, 12 janvier. — Une assez grande activité et une tendance à la hausse sur un front étendu ont marqué les transactions de nuit de séance à Wall Street.

La bonne tenue des services publics a fait contraste avec la tendance au réchauffement des sociétés et des automobiles.

Ces dernières ayant baissé en raison des manifestations de violence dans un certain nombre d'usines de « General Motors ».

De lourdes réalisations dans le groupe cuprifère furent passablement absorbées, mais les valeurs ne parvinrent pas à reprendre, à cause des rumeurs persistantes du retrait possible de toutes restrictions à la production française.

La cote présentait une apparence peu uniforme en clôture, alors que 3.500.000 actions eurent changé de mains.

Bien que l'ouverture ait été ferme, les prix ont immédiatement commencé de fluctuer avec rapidité, et les services de la matinée, ils faiblirent lentement sur des pressions de bénéfices atteignant un volume considérable.

Vers midi, les cultures, les aciéries, les automobiles et les industrielles avaient fait de franches et de un dollar, mais les sociétés montraient de la réticence. Le marché se montra soutenu au début de l'après-midi et il en résulta la réduction ou l'annulation pour de nombreuses valeurs de baisses, se montant parfois à deux points.

Les cuprifères et les aciéries manœuvrèrent encore de viguer, tandis que les valeurs automobiles demeurèrent lourdes en raison de l'impression qu'on se trouve la grève des « General Motors ».

Les spécialités présentèrent la tête d'un mouvement général de reprise dans les transactions qui suivirent, plusieurs valeurs de cette catégorie haussant de 1 à 5.

Plus les ferroviaires indiquèrent une tendance plus ferme sur le pronostic d'une augmentation soudaine des statistiques hebdomadaires des chargements et les services publics devinrent fermes et actifs. Un certain nombre de valeurs à bas prix de cette section se montrant considérablement en faveur devant la décision probable d'une loi de justice sur un cas-type méritant en cause le caractère constitutionnel de la loi sur les Compagnies par actions (Holding Company Act). Les outils agricoles furent très fermes. La clôture fut irrégulière.

DERNIÈRE HEURE

L'AFFAIRE DU SANDJACK D'ALEXANDRETTE

Une contre-manifestation turcophile s'est déroulée sans incidents à Antioche. Antioche, 12 janvier. — La contre-manifestation turcophile s'est déroulée sous une pluie battante, sans incidents. Près de vingt mille manifestants ont acclamé les représentants de la Société des Nations.

Un navire finlandais sombre au large des îles Orcades

Vingt-deux membres de l'équipage seraient noyés

Londres, 12 janvier. — Le navire à moteur finlandais « Joanna Dhorner », jaugeant 8.000 tonnes, qui se rendait de New-York à Helsinki, a sombré au large des îles Orcades.

Malgré la difficulté des communications avec les Orcades, on croit que deux embarcations ont été mises à la mer et que 8 occupants environ ont pu être recueillis par les sauveteurs.

On est sans nouvelles de 22 membres de l'équipage.

Quatre cadavres ont été rejetés à la côte par les vagues.

Le capitaine, qui s'était embarqué dans un des bateaux de sauvetage de son navire avec treize hommes de l'équipage, a été noyé.

« Joanna Dhorner » était un navire neuf qui venait de son premier voyage.

On n'a plus d'espoir de retrouver vivants les neuf occupants de l'avion de la ligne Mexico-Morido perdu depuis lundi dans la jungle, près de Vera-Cruz (Mexique)

Mexico, 12 janvier. — Un fonctionnaire de la Compagnie mexicaine d'aviation, interrogé sur les résultats des recherches entreprises pour retrouver l'avion de la ligne Mexico-Morido, qui se serait perdu lundi dans la jungle près de Miraflores (Vera Cruz), a déclaré qu'il avait perdu tout espoir.

Deux avions continuent les recherches afin de retrouver les débris de l'appareil et on craint de ne découvrir que les cadavres des trois membres de l'équipage et des six passagers, parmi lesquels se trouvait une femme.

Les ouvriers du textile de Bialystock (Pologne) menacent de se mettre en grève afin d'empêcher l'exécution de commandes d'uniformes pour l'armée Franco

Varsovie, 12 janvier. — Les syndicats ouvriers du textile de Bialystock ont adressé un ultimatum aux patrons, menaçant de se mettre en grève si des commandes d'uniformes pour l'armée du général Franco étaient exécutées.

Les employeurs ont répondu que les commandes émanant de maisons françaises et anglaises.

La grippe a fait plus de douze cents victimes à Londres, en quatre semaines

Londres, 12 janvier. — L'épidémie de grippe a fait au cours des quatre dernières semaines, 1.247 victimes, dont 766 pendant la dernière semaine.

Nouvelles sportives

CYCLISME

Monstons jusqu'à 20 h. La première journée des Six Jours de Bruxelles s'est animée au moment des sprints qui furent gagnés par Van Vliet, Van Kempen, Palet Hansen, Van Buggenhout et Plessemont. Jusque 22 h., de nombreux tours furent faits et perdus puis on nota l'abandon de Thuyen, 22 h. 30. Les autres restèrent au départ. Deneef fut une chute et Deneef, blessé au genou, obtint une demi-heure de neutralisation.

Lorsque ce coureur revint en piste, Kaers à son tour bénéficia d'une demi-heure de neutralisation à la suite d'une chute qui l'avait blessé au bras.

Le classement général se modifia sans cesse et Soboen-Brunau devint commandant de la première bagarre, laissant Aerts-Debruycker et Wambal-Brunau au commandement.

A 21 h., six équipes rejoignirent les leaders plus Aerts-Debruycker doublèrent encore tout le lot pour se trouver seuls en tête à la fin de cette première journée.

Entre 22 et 23 h., il s'y eut plus de grandes chasses et les équipes furent individuellement dans la plupart furent couronnées de succès. Le classement se modifia sans cesse.

Quatre équipes étaient en tête lorsque furent disputés les sprints de 22 h. 30. Aerts-Debruycker, Deneef-Schoen, Wambal-Brunau et Van Buggenhout-Van Vlietochoven, Thuyen, Palet Hansen, Kaers et Debruycker (2) gagnèrent ces sprints.

Le classement général était le suivant à minuit: Aerts-Debruycker, 70 pts; Deneef-Soboen, 51 pts; Wambal-Brunau, 29 pts; Van Buggenhout-Van Vlietochoven, 26 pts; un tour; Kaers-Van Vlietochoven, 61 pts; Guerra-Orto, 2 pts; Van Kempen-Braspenick, 19 pts; A 4 tours: Maye-Scheyere, 14 pts; A 3 tours: Soboen-Martin, 20 pts; A 6 tours: Dobeys seul 3 pts; A 7 tours: Meroch-Stavelberg, 29 pts; A 11 tours: Huis-Stricker, 3 pts.

CHANGES A L'ETRANGER

L